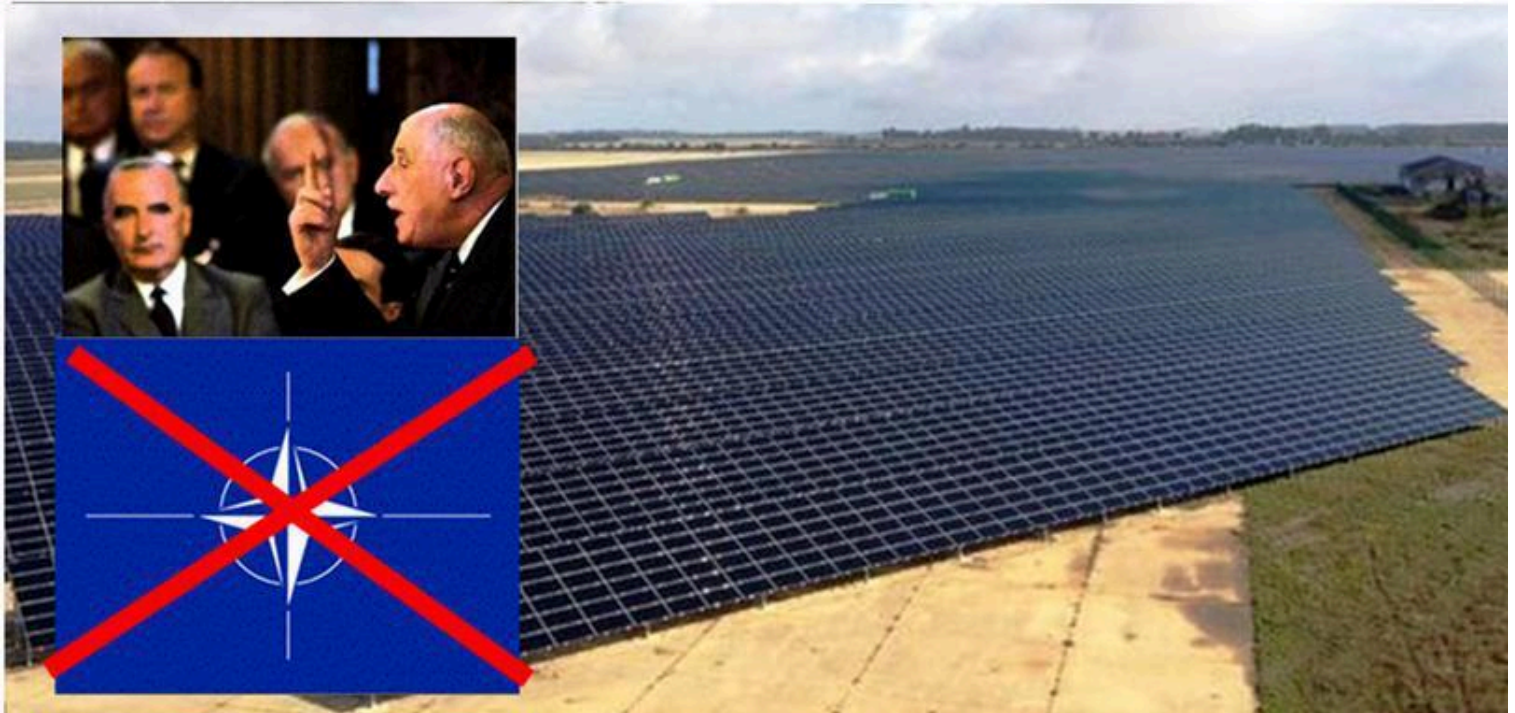
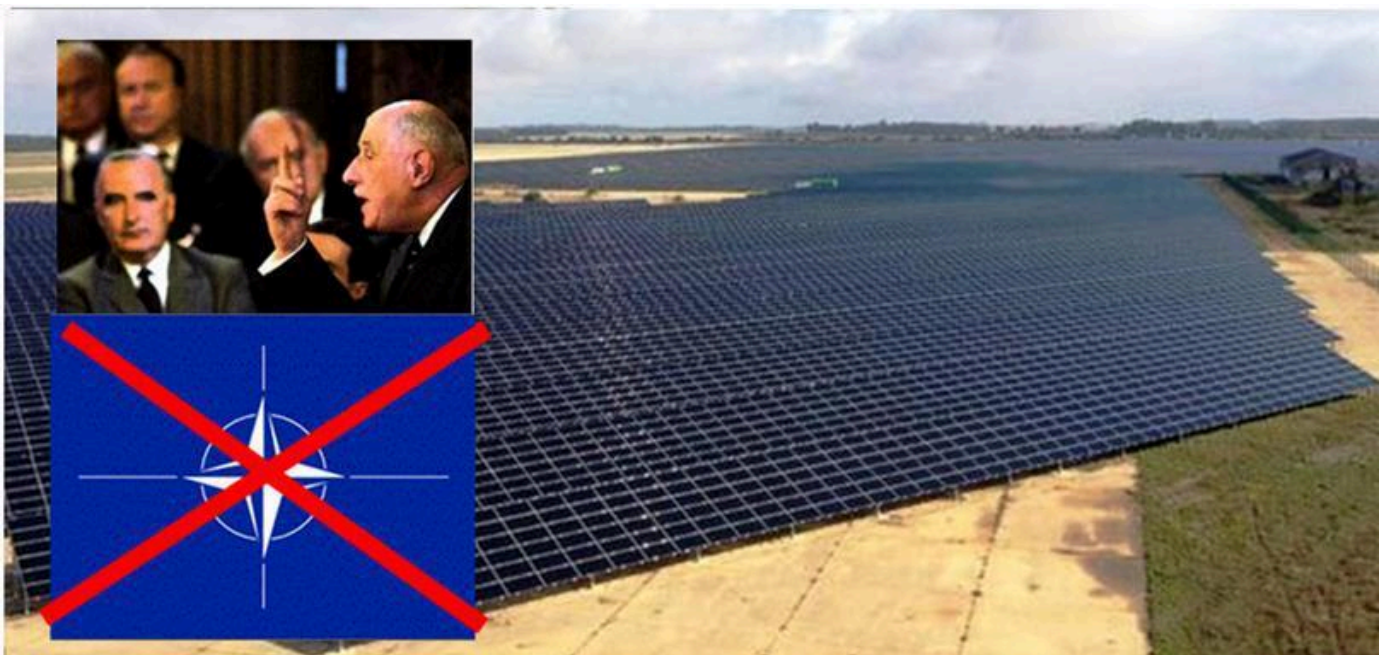


Une ancienne base de l'OTAN devient l'une des plus puissantes centrales solaires d'Europe



Il y a une vie après l'OTAN ! Une ancienne base de l'OTAN en France, fermée par Charles De Gaulle en 1969, devient l'une des plus puissantes centrales solaires d'Europe.



Pour une fois, voici une bonne nouvelle !

Ce vendredi 28 septembre 2012, le Conseil général d'Eure-et-Loir et le développeur "EDF Énergies Nouvelles" ont inauguré conjointement la toute nouvelle centrale photovoltaïque de Crucey-Villages.

Composé de 741.150 panneaux photovoltaïques sur une surface géante d'environ 250 hectares - dont 130 recouverts par les panneaux - ce parc produit de l'électricité avec une puissance de 60 mégawatts-crêtes.

Cela représente la consommation de plus de 28.000 habitants, chauffage compris. Il s'agit ainsi de l'une des plus puissantes centrales solaires d'Europe.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Fait remarquable, cette centrale n'a été construite sur aucun terrain agricole cultivable, mais sur le site de l'ancienne base militaire de l'OTAN de Senonches-Crucey. Cette base avait été vidée de ses occupants suite à la décision souveraine de Charles de Gaulle, prise en 1967, de retirer la France du commandement de l'OTAN.

Depuis lors, cette base désaffectée servait de façon épisodique pour différents organismes du Ministère de la Défense.

Pour procéder à la réhabilitation et à la conversion du terrain en centrale solaire, il a fallu conduire des travaux de dépollution massifs, qui ne sont d'ailleurs pas encore achevés et qui se poursuivront jusqu'en 2014 : 2.500 tonnes de déchets amiantés, 2.000 m3 de liquides et 600 tonnes de terres polluées ont d'ores et déjà été évacuées et traitées dans un centre agréé.

LA DÉCISION DE CHARLES DE GAULLE DU 7 MARS 1966

L'heureuse transformation du terrain de Crucey est l'occasion de rappeler qu'un chef d'État est quelqu'un qui doit avoir un caractère suffisamment trempé pour prendre, en toutes circonstances, des décisions conformes à l'intérêt national. C'est-à-dire conformes à l'intérêt du peuple français, qui est chez nous le seul souverain, et le seul auquel il doit rendre des comptes.

Un chef d'État doit donc avoir le courage de prendre ces décisions, en dépit des intimidations et des exigences de tous les puissances ou oligarchies étrangères qui veulent nous imposer une politique, à commencer par les États-Unis d'Amérique.

C'est ce que fit Charles de Gaulle, le 7 mars 1966, en écrivant une lettre historique au président américain Lyndon Johnson. Dans cette lettre mémorable, qui constitue l'antithèse exacte de la servilité atlantiste de nos actuels dirigeants européistes, le président de la République française annonçait sans ambages au président américain que la France avait décidé « de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'Otan ».

Et de Gaulle poursuivait :

« La France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation habituelle qui est faite de son ciel ».

Cette décision officielle avait été annoncée quelques jours avant, lors de la conférence de presse de Charles de Gaulle du 21 février 1966, qui avait une nouvelle fois stupéfié la planète.

En quelques mois, les 26.000 soldats américains présents sur le sol français durent plier bagage, et se réinstaller, pour la plupart, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie.

Pour résumer sa politique, le fondateur de la France Libre et fondateur de la Ve République, avait mis les points sur les i dans sa lettre au président Johnson :

« La volonté qu'a la France de disposer d'elle-même, volonté sans laquelle elle cesserait bientôt de croire en son propre rôle et de pouvoir être utile aux autres, est incompatible avec une organisation de défense où elle se trouve subordonnée ».

CONCLUSION : SORTIR DE L'OTAN

L'UPR ne propose rien d'autre que de faire sienne cette phrase magnifique de Charles de Gaulle.
Comme Charles de Gaulle le 7 mars 1966, nous voulons que le peuple français dispose de lui-même.
Comme Charles de Gaulle le 7 mars 1966, nous voulons que la France continue de croire en son propre rôle.
Comme Charles de Gaulle le 7 mars 1966, nous voulons que la France soit utile aux autres, et notamment à tous ces peuples du monde qui se tournent avec anxiété vers notre pays en se demandant si la patrie de la Révolution française et des Droits de l'Homme va ou non se laisser détruire par l'empire euro-atlantiste qui veut soumettre l'univers.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Nous voulons donc renouer avec cette volonté que Charles de Gaulle décrivait à Lyndon Johnson, en faisant définitivement sortir la France de l'OTAN, qui n'a plus de raison d'être depuis la disparition du Pacte de Varsovie. Sauf à accepter que l'OTAN devienne l'outil d'un empire dirigé depuis Washington et prétendant régenter l'univers, ce qui serait une folie de plus en plus meurtrière.

C'est d'ailleurs exactement ce qu'avait dit Charles de Gaulle en confidence à Alain Peyrefitte dans une conversation en tête-à-tête le 13 octobre 1965 : « L'Alliance [atlantique] ne cessera d'exister que le jour où le rideau de fer se lèvera et où les pays de l'Est deviendront pareils aux autres. » [C'était de Gaulle, Alain Peyrefitte, tome 2, Fayard 1997, p. 73]

C'est le rôle qui doit maintenant nous incomber.

François ASSELINEAU